

**Arrêté portant approbation du procès-verbal de délimitation du
domaine public communal
voirie communale « chemin du port » et « chemins du Mas de
Figuières »**

Le Maire de la Commune de SAINT-JUST,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2111-1 et L.2111-2 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2122-22 ;

Considérant que les voies communales sont affectées à l'usage direct du public et relèvent du domaine public communal ;

Considérant qu'une bonne gestion du domaine public communal implique la détermination précise et juridiquement opposable de ses limites ;

Considérant que le domaine public des personnes publiques ne peut être borné selon les règles du code civil et que sa délimitation relève d'un acte administratif unilatéral ;

Considérant le procès-verbal de délimitation du domaine public communal (PV3P – voirie) établi le 23 janvier 2023 par le cabinet RELIEF GE, relatif à la voirie communale dénommée « chemin du port » et « chemin du Mas de Figuières » ;

Considérant que ce procès-verbal et le plan annexé permettent de fixer les limites du domaine public communal au droit desdites voies ;

ARRETE :

ARTICLE 1er

La délimitation du domaine public communal correspondant aux voiries communale « chemin du port » et « chemin du Mas de Figuières » est approuvée conformément au plan et au procès-verbal de délimitation établis le 23 janvier 2023 par le cabinet RELIEF GE, géomètre-expert.

ARTICLE 2

Le procès-verbal de délimitation du domaine public communal ainsi que le plan qui y est annexé sont joints au présent arrêté, avec lequel ils ne font qu'un.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est pris sous réserve des droits des tiers.

ARTICLE 4

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Maire de Saint-Just dans un délai de 2 mois à compter de sa publication
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier, situé 6 rue Pitot, dans le même délai.

Saint-Just,

Le 30 janvier 2026

**Le Maire
Yves QUESADA**





ACTE FONCIER

Société de géomètres-experts
Issue de la fusion des cabinets
B3R - CEAUR - BGP - POUJOL
successeur ou détenteur des archives de :

Vincent BALP
Daniel BARRIAL
André RADIER
Robert BLANC
Jean-Louis BRUNIQUEL
Jean-Claude HOUSSARD
André MERCIER
Michel SIMON
Ferdinand VITELLI
Robert LACOMBE
Gérard POUJOL
Didier LALLEMENT
Michel GIRAUD
Pierre ALLEMAND
Pierre TAILHADES
Pierre-Yves PIRIS
Gilbert OLRV
Louis COMBE
Yvan OLRV
René GIBELY
Jean GIBELY

RELIEF MONTPELLIER

MONTPELLIER SUD

Jérémy DANIS
Géomètre-Expert
Ingénieur ESGT

MONTPELLIER NORD

Guillaume de TURCKHEIM
Géomètre-Expert
Ingénieur ESGT

RELIEF AIGUES-MORTES

Yoan VIEUVILLE
Géomètre-Expert
Ingénieur ESTP

RELIEF NIMES

Laure PIETRI
Géomètre-Expert
Ingénieur ESTP
Expert près la Cour d'Appel de Nîmes

RELIEF CALVISSON

Jean Christophe CUBRY
Géomètre-Expert
Ingénieur INSA



GEOMETRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

PLAN ET PROCES-VERBAL CONCOURANT A LA DELIMITATION DE LA PROPRIETE DES PERSONNES PUBLIQUES en vue de l'obtention d'un arrêté d'alignement individuel entre les parcelles cadastrées Section B n°368-1851 et les voiries communale "Chemin du port" et "Chemin du Mas de Figuières"

SAINT JUST (34)

Parcelles cadastrées Section B n°368-1851
appartenant à M. Jean SUQUET et au GFA MAS FIGUIERES
sises Chemin De Mas De Figuière

N° dossier : 25356m-01

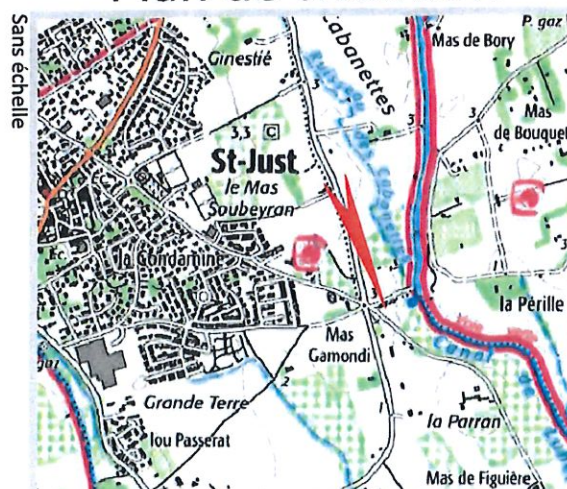
Nom du fichier : 25356m-01_Foncier.dwg

Edition du : 23 janvier 2026

PRECISIONS ET RATTACHEMENTS

Coordonnées locales précision centimétrique
Géoréférencement RGF 93, CC43 : classe 9

Plan de situation



K:\2025\25356m SAINT JUST SUQUET\25356m-01 DIVISION BAT\02-TECHNIQUE\05-FONCIER\25356m-01_Foncier.dwg
ATTENTION CE DOCUMENT NE DEVRA ETRE REPRODUIT QU'EN COULEURS POUR CONSERVER SA LISIBILITE CONFORMEMENT A SA LEGENDE

A la requête de M. Jean SUQUET, je, soussigné Guillaume de TURCKHEIM, Géomètre-Expert associé à MONTPELLIER, inscrit au tableau du conseil régional de MONTPELLIER sous le n°05576, Membre de la SELARL RELIEF GE inscrite au tableau du conseil régional de MONTPELLIER sous le numéro 2010B200031
ai été chargé de mettre en oeuvre la procédure de délimitation de la propriété de la personne publique, identifiée à l'article 2 et dresse en conséquence le présent procès verbal.
Celui-ci est destiné à être annexé à l'arrêté d'alignement individuel correspondant, conformément à l'article L.112-1 du code de la voirie routière.
Cet arrêté doit être édicté par la personne publique propriétaire ou gestionnaire du bien relevant du domaine public routier.
Pour clore les opérations de délimitation de la propriété des personnes publiques, l'arrêté et le présent procès-verbal devront être notifiés par la personne publique à tout propriétaire riverain concerné et au géomètre-expert auteur des présentes.
Si la procédure n'est pas menée à son terme, la personne publique devra en informer le géomètre-expert.

Article 1 : Désignation des parties :

Personne publique

La Commune de SAINT JUST

propriétaire des voies nommées "Chemin du Port" et "Chemin du Mas de Figuières" non numérotée au plan cadastral

Propriétaires riverains concernés

M. Jean SUQUET né le 26 juin 1931 à MONTPELLIER

Demeurant 897 Chemin du Mas de Figuières, 34400 SAINT JUST

Propriétaire de la parcelle cadastrée Section B n°368.

GFA MAS DE FIGUIERES identifié au SIREN n°421089509

ayant son siège social au MAS DE FIGUIERE 34400 ST JUST

Propriétaire de la parcelle cadastrée Section B n°1851.

Article 2 : Objet de l'opération

La présente opération de délimitation a pour objet de fournir à la personne publique les éléments pour lui permettre, par décision unilatérale:

D'une part, de fixer de manière certaine les limites de propriété séparatives communes et/ou les points de limites communs,

D'autre part, de constater la limite de fait correspondant à l'assiette de l'ouvrage routier, y compris ses annexes s'il y a lieu,

entre :

la voirie communale relevant de la domanialité publique artificielle cadastrée commune de SAINT JUST, non numérotée au plan cadastral

et les propriétés riveraines cadastrées : B n°368-1851

Article 3 : Modalités de l'opération

La présente opération est mise en oeuvre afin :

- de respecter les prérogatives de la personne publique en matière de conservation d'un bien relevant de la domanialité publique artificielle
- de respecter les droits des propriétaires riverains, qu'ils soient publics ou privés
- de prévenir les contentieux, notamment par la méconnaissance de documents existants

Le présent procès-verbal est destiné à être annexé à l'arrêté d'alignement individuel correspondant conformément à l'article L.112-1 du code de la voirie routière.

3.1. Réunion

Dans la difficulté d'organiser une réunion contradictoire sur les lieux en présence de toutes les parties due aux emplois du temps respectifs, j'ai rencontré dans un premier temps les propriétaires lors de la visite des lieux, dans un deuxième temps contacté par mail et téléphone la personne publique.

3.2. Documents analysés

Les titres de propriété et en particulier :

Les actes mentionnés à l'article 1 ne comportent que la seule désignation cadastrale

Les documents présentés par les parties :

Néant

Document établi par :

RELIEF GE

GEOMETRES-EXPERTS ASSOCIES
INGENIERIE AMENAGEMENTS VRD

S.E.L.A.R.L de Géomètres-Experts

Tél: 04-67-20-97-20 Fax: 04-67-20-02-76

Courriel : montpellier@reliefge.fr

45 rue Jérémy Bentham - CS 90033

34473 PEROLS

23 janvier 2026

**PLAN CONCOURANT A LA DELIMITATION
DE LA PROPRIETE DES PERSONNES PUBLIQUES**

N° : 25356m-01

Document établi par :
RELIEF
GEOMETRES-EXPERTS ASSOCIES
INGENIERIE AMENAGEMENTS VRD
S.E.L.A.R.L de Géomètres-Experts
Tél: 04-67-20-97-20 / Fax: 04-67-20-02-76
Courriel : montpellier@relief.fr
45 rue Jérémy Bentham - CS 90033
34473 PEROLS

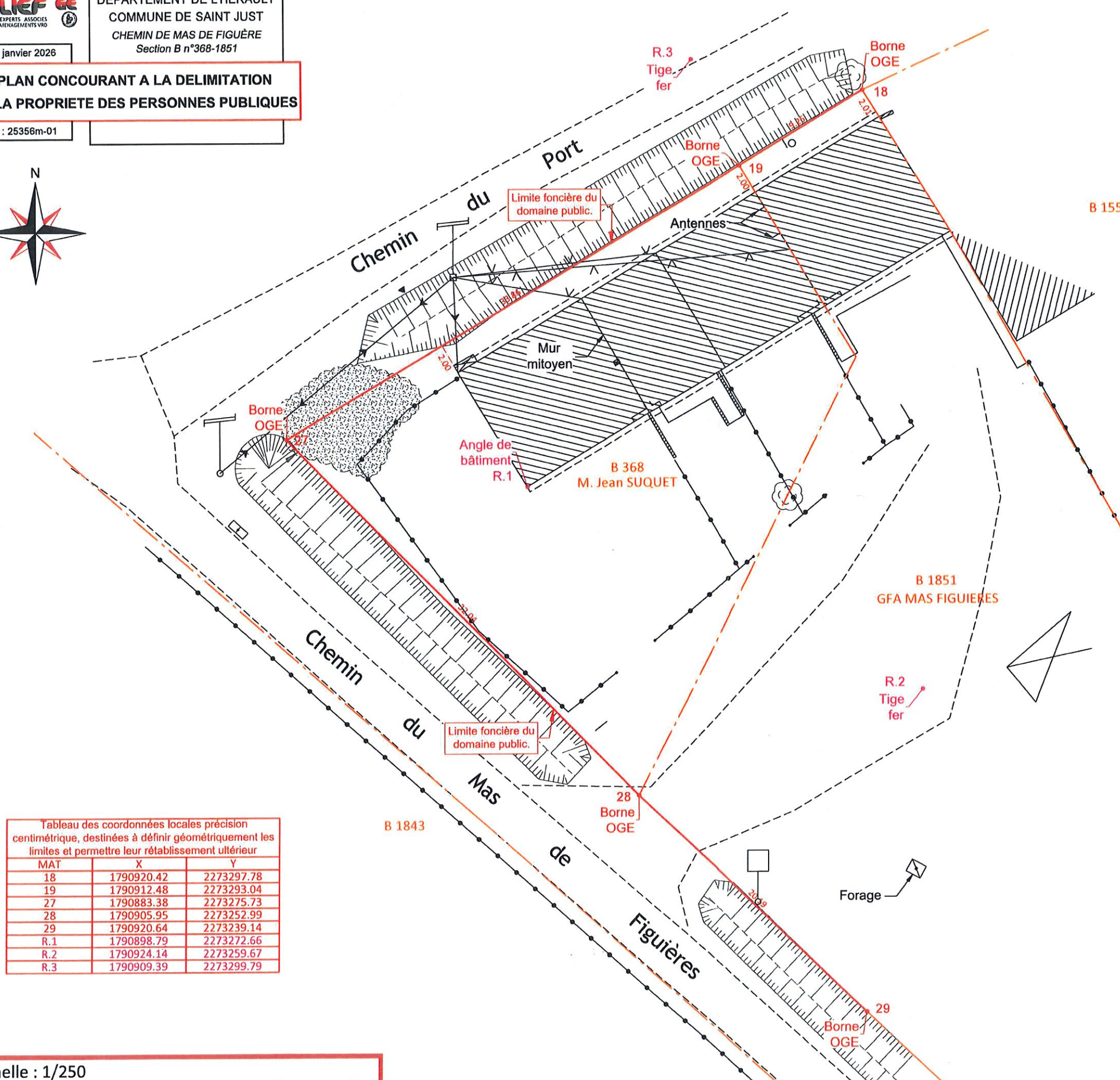


Tableau des coordonnées locales précision centimétrique, destinées à définir géométriquement les limites et permettre leur rétablissement ultérieur

MAT	X	Y
18	1790920.42	2273297.78
19	1790912.48	2273293.04
27	1790883.38	2273275.73
28	1790905.95	2273252.99
29	1790920.64	2273239.14
R.1	1790898.79	2273272.66
R.2	1790924.14	2273259.67
R.3	1790909.39	2273299.79

Légende :

- 1126 Numéros cadastraux
- Application fiscale issue du plan cadastral
- Limite du domaine public
- Borne OGE
- Autre repère (marque peinture, clou, etc...)
- 1 Signe d'appartenance
- Etat des lieux
- Clôture légère axée sur supports
- Mur, muret
- Mur bahut
- Mur de soutènement
- Bordure (trottoir, bateau, etc...)
- Bâtiment
- Talus

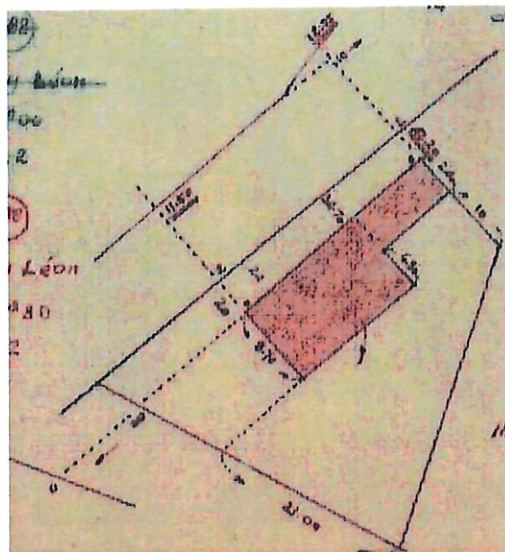


ATTENTION
Ce document ne devra être reproduit qu'en couleurs pour conserver sa lisibilité conformément à sa légende.

Les documents présentés aux parties par le géomètre-expert soussigné :

Le plan cadastral pour information.

Le Croquis d'arpentage n° 3 dressé le 21 avril 1947 par les services du cadastre. Ce document correspond à la rectification du plan cadastral des parcelles cadastrées Section B n°368-1851. Ce Croquis d'arpentage reporte différentes cotes mentionnées au centimètre. Un extrait de ce document est reporté sans échelle ci-dessous.



Les parties présentes ont pris connaissance de ces documents sur lesquels elles ont pu exprimer librement leurs observations.

Les signes de possession et en particulier...

La présence de fossés le long des voiries communale.

la présence d'une fosse septique au Nord de la parcelle cadastrée Section B n°1851.

La présence d'une clôture au Sud de la parcelle cadastrée Section B n°368.

Les dires des parties repris ci-dessous :

Les parties ne nous ont pas apporté d'autres renseignements remarquables concernant les limites de propriété.

Article 4 : Définition des limites de propriété foncières

Analyse expertale et synthèse des éléments remarquables :

Considérant les éléments rappelés ci-dessus, la limite de propriété ancestrale est définie suivant l'analyse du Croquis d'arpentage dressé le 21 avril 1947 par les services du cadastre.

Définition et matérialisation des limites :

Les sommets et limites visés dans ce paragraphe ne deviendront exécutoires qu'après notification de l'arrêté par la personne publique aux propriétaires riverains concernés, et définitifs qu'à compter de l'expiration des délais de recours.

A l'issue de la présente analyse,

Après avoir entendu l'avis des parties présentes,

les repères nouveaux 18-19-27-28-29 ont été implantés,

aucun termes de limite n'a été reconnu.

Les limites de propriété objet du présent procès verbal de délimitation sont fixées suivant la ligne 18(Borne OGE) - 19(Borne OGE) - 27(Borne OGE) - 28(Borne OGE) - 29(Borne OGE)

Nature des limites (le cas échéant):

Entre les points 18 à 29, la limite est définie par le haut des fossés accessoires des voiries "Chemin du Port" et "Chemin du Mas de Figuières".

Le plan du présent procès-verbal permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets définis ci-dessus.

Article 5 : Constat de la limite de fait

A l'issue du constat de l'assiette de l'ouvrage public existant,

Après avoir entendu l'avis des parties présentes,

La limite de fait correspond à la limite de propriété (voir article 4).

Le plan joint permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets définis par le présent procès-verbal.

Article 6 : Mesures permettant le rétablissement des limites

Définition littérale des points d'appuis : R.1 (Angle de bâtiment) - R.2(Tige fer) - R.3(Tige fer)

Le plan du présent procès-verbal permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets définis ci-dessus.

Article 7 : Régularisation foncière

La présente délimitation a permis de mettre en évidence la concordance entre la limite foncière de propriété et la limite de fait de l'ouvrage public. Aucune régularisation foncière n'est à prévoir.

Le plan en folio précédent permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets définis et décrits par le présent procès-verbal.

Article 8 : Observations complémentaires

Néant.

Article 9 : Rétablissement des bornes ou repères

Les bornes ou repères qui viendraient à disparaître, définissant les limites de propriété ou limites de fait objet du présent procès-verbal et confirmées par l'arrêté auquel il est destiné, devront être remises en place par un géomètre-expert. Le géomètre-expert, missionné à cet effet, procédera au rétablissement desdites bornes ou repères après en avoir informé les propriétaires concernés, et en dressera procès-verbal. Ce procès-verbal devra relater le déroulement des opérations et les modalités techniques adoptées en référence au présent document. A l'occasion de cette mission, et uniquement sur demande expresse des parties, le géomètre-expert pourra être amené à vérifier la position des autres bornes participant à la définition des limites de propriété ou des limites de fait objet du présent procès-verbal. Ce procès-verbal sera notifié à la personne publique et aux propriétaires riverains.

Article 10 : Publication

Enregistrement dans le portail Géofoncier www.geofoncier.fr :

Les parties ont pris connaissance de l'enregistrement du présent procès-verbal dans la base de données GEOFONCIER, tenue par le Conseil supérieur de l'Ordre des géomètres-experts, suivant les dispositions de l'article 56 du décret n°96-478 du 31 mai 1996 modifié portant règlement de la profession de géomètre-expert et code des devoirs professionnels. Cet enregistrement comprend :

- la géolocalisation du dossier,
- les références du dossier,
- la dématérialisation du présent procès-verbal, y compris sa partie graphique (plan et/ou croquis),
- la production du RFU (référentiel foncier unifié).

Conformément à l'article 52 dudit décret, ces documents seront communiqués à tout géomètre-expert qui en ferait la demande.

Production du RFU : Article 70 du règlement intérieur de l'Ordre des géomètres-experts

Géoréférencement des travaux fonciers : Au terme de la procédure, il sera procédé à la production du RFU (Référentiel Foncier Unifié) en coordonnées géoréférencées dans le système légal en vigueur (RGF 93, CC43 classe 9), afin de permettre la visualisation des limites de propriété dans le portail www.geofoncier.fr.

Ne doivent pas être enregistrés dans le RFU les sommets et les limites de fait des ouvrages publics.

Article 11 : Protection des données

Les données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente procédure sont collectées directement ou indirectement par le géomètre-expert, notamment auprès des parties, des services du cadastre et de la publicité foncière. Ces données sont nécessaires au géomètre-expert pour procéder aux diligences permettant de s'assurer de la régularité et de la validité du présent document.

Dans le cadre de la présente procédure, les informations suivantes sont portées à la connaissance des parties :

Identité et coordonnées du responsable du traitement :

Dénomination du cabinet : SELARL RELIEF GE

Adresse postale : Parc d'Activités Aéroport, 45 Rue Jérémy Bentham, 34473 PEROLS

Adresse électronique : montpellier@reliefge.fr

Numéro de téléphone : 04-67-20-97-20

Coordonnées du Délégué à la protection des données (DPD) :

Adresse postale : Guillaume de TURCKHEIM, Géomètre-Expert Parc d'Activités Aéroport, 45 Rue Jérémy Bentham, 34473 PEROLS

Adresse électronique : g.turckheim@reliefge.fr

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD), vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité, droit à l'effacement.

Pour en savoir plus, nous vous invitons à vous reporter aux mentions détaillées disponibles sur www.geometre-expert.fr (onglet « Prestations du géomètre-expert » rubrique « Foncier ») et consultables à l'aide du QR Code ci-après :



Cadre réservé à l'administration :

Document annexé à l'arrêté en date du 30.01.2026



